

GAZA / Stop aux massacres / La paix maintenant



Vidéo

Fabien Roussel est l'invité de Bonjour ! sur TF1 - 27 mai 2025

Cannes : les origines ouvrières du Festival (p. 8)

Audacieux

Manuel Valls est un homme audacieux, c'est bien connu. Hier il partait à l'assaut de la mairie de Barcelone (où il n'est pas revenu en deuxième semaine), aujourd'hui il se permet d'adresser une remarque critique à son mentor, Emmanuel Macron. Interrogé par *Le Parisien* (samedi 24 mai, p. 4), lui qui incarne, pense-t-il, « la gauche républicaine », évoque en effet le récent débat sur TF1 du Président. Et il émet un reproche (un seul) au chef de l'État. Macron, dit-il, n'aurait pas dû y inviter Sophie Binet de la CGT. Texto. Quelle hardiesse de sa part : corriger son gourou. Inviter la CGT ? Pourquoi la CGT ? Pauvre Valls. À quoi bon lui dire que l'échange entre Binet et Macron était le seul moment de l'émission présidentielle qui valait le détour. Mais après tout son propos n'est pas étonnant. Lui qui annonçait (en 2018) quitter la France pour toujours donne un peu l'impression de ne pas être complètement revenu de son déplacement, on n'ose pas écrire : de sa délocalisation. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

31 mai, à partir de 10h30 : La section PCF de La Ciotat organise sa traditionnelle fête, avec expositions, discours, tombola, stands associatifs, buvette, pétanque, plage, etc. Grande tablée autour d'une paëlla. Espace Le Golfe, La Ciotat (13)

4 juin, à 18 h : Initiative débat « Protéger l'enfance : une responsabilité collective et urgente » à la fédération des Bouches-du-Rhône

7 juin, à partir de 8h30 : Assises PCF de la protection de l'enfance, inscriptions : https://www.pcf.fr/assises_pcf_protection_enfance. Siège du PCF (75019)

15 juin, à partir de 10 h : Fête des « Allobroges de la Drôme », autour des 120 ans de l'Humanité, avec la présence de Fabien Gay, sénateur et directeur du journal : débat sur la Sécurité sociale, stands associatifs, syndicaux, du livre, avec la librairie Notre temps de Valence, et fin d'après-midi musicale. Terrain des

cheminots CGT, Portes-lès-Valence (26)
16 juin, à partir de 18h30 : Énergie nucléaire : une filière durable pour le XXI^e siècle, inscriptions :

https://www.pcf.fr/nucleaire_durable.
 Siège du PCF (75019)

27 juin, à partir de 18 h : Table ronde « Quel avenir pour le service public hospitalier ? », avec Alain Milon, sénateur du Vaucluse, membre de la commission des Affaires sociales du Sénat ; Anthony Goncalves, oncologue, professeur de médecine, membre du CN du PCF ; Cathy Larsson, secrétaire générale de l'Union santé départementale CGT 84 ; Muriel Duenas, secrétaire nationale INDECOSA CGT, représentante des usagers dans les commissions d'usagers. Animée par Léo Purguette, directeur du journal *La Marseillaise*. Espace 7, Sorgues (84)

INITIATIVE DÉBAT

PROTÉGER L'ENFANCE

UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE ET URGENTE



Mercredi 4 juin
18h00
 Fédération PCF13

À l'heure où la France vient de célébrer les 35 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant et dans le cadre de la préparation des assises nationales de la protection de l'enfance, nous devons collectivement regarder en face une réalité préoccupante :
Dans notre pays, les droits des enfants ne sont toujours pas pleinement garantis.

En présence de :

Jérémy Bacchi, Sénateur,
 Secrétaire départemental PCF 13

Sarah Lehberger, Directrice de
 l'antenne PACA de l'association
 l'Enfant Bleu

Stephane Pianetti, Délégué
 départemental du défenseur des
 droits- Référent de la défense et de
 la promotion des droits de l'enfant

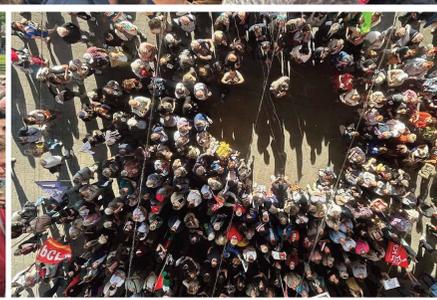
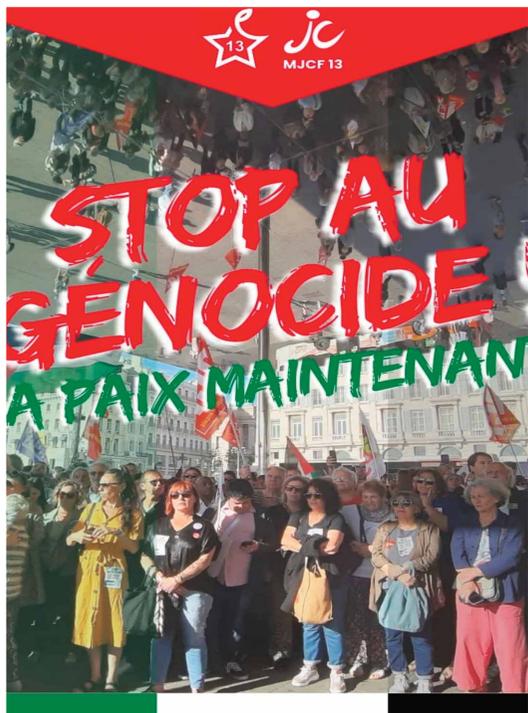
Gérard Frau, Conseiller
 Départemental

Véronique Sanchez-Voir,
 Responsable national PCF

**Dominique Fanny, Malik Brevart et
 Frédérique Douce**, assistants de
 service social



GAZA / Stop aux massacres / La paix maintenant



« 60 ans de crise du capitalisme monopoliste d'État, où en est-on ? »

Une journée intense de réflexions et de dialogues, samedi 24 mai

À l'invitation de la Fondation Gabriel Péri et de la revue *Économie&Politique*, cette journée venait conclure un cycle de cinq séminaires consacrés à la recherche d'un « nouveau paradigme » par un système capitaliste dont le krach de 2008, et les troubles qui l'ont suivi, ont montré qu'il est loin d'avoir surmonté sa crise systémique.

Après l'ouverture des débats par Guillaume Roubaud-Quashie, président de la fondation Gabriel Péri et Denis Durand, codirecteur d'*Économie&Politique*, la séance du matin a été consacrée à la façon dont l'actualité la plus récente remet ces questions à l'ordre du jour.

Vincent Vicard, directeur adjoint du Centre d'Études Prospectives et d'Informations internationales (CEPII), a montré en quoi la guerre commerciale de Trump entraîne des changements probablement irréversibles dans la structuration de l'économie mondiale, tout en conservant une certaine continuité avec les efforts déployés, dès les précédentes administrations démocrates, pour raffermir l'hégémonie contestée des États-Unis. Évelyne Ternant, membre du comité exécutif du PCF, a mis ces événements en perspective avec la mise en cause possible de l'« exorbitant privilège » du dollar et avec le besoin d'une nouvelle mondialisation de coopération dont l'avènement exigerait que l'Union européenne, aujourd'hui vulnérable, rompe avec sa soumission à l'impérialisme américain. Par contraste, Dominique Bari, ancienne correspondante de *L'Humanité* à Pékin, a mis en évidence les ressorts du succès avec lequel la Chine s'oppose, jusqu'à présent, aux agressions de Trump, tout en affrontant les contradictions de son propre développement.

L'après-midi, Frédéric Boccara, membre du comité



exécutif national du PCF, Sandrine Michel, professeur à l'université de Montpellier, Marie-Claire Cailletaud, vice-présidente de la Fondation Gabriel Péri, Stéphanie Gwizdak, syndicaliste dans le groupe Thales et Luiz Awazu, ancien directeur général adjoint de la Banque des Règlements internationaux, ont travaillé à discerner plus précisément les ressorts profonds de la crise.

Les troubles récurrents de la sphère économique et financière s'expliquent par un excès structurel de capital accumulé, au regard des profits qu'il est possible d'extraire du travail humain, dans l'état actuel des techniques et des normes sociales. Mais cette explication annonce-t-elle un effondrement inéluctable, ou plutôt un pourrissement durable ? Quelles formes prend la « Sainte-Alliance » entre l'État et le capital, constitutive de ce qu'on a appelé le capitalisme monopoliste d'État social, en une époque de politiques néolibérales où les multinationales ne sauraient néanmoins se passer d'aides publiques massives ? Quelles leçons tirer des nom-

breux signes qui confirment que l'exploitation du travail est au cœur de la crise écologique ? Comment interpréter les évolutions récentes de la productivité apparente du travail ? Les salariés mis sous pression par la mondialisation capitaliste, mais aussi mis en communication entre eux à l'échelle mondiale par la révolution informationnelle, ne peuvent-ils pas y inventer de nouveaux modes d'action syndicale répondant à une aspiration grandissante à l'exercice de nouveaux pouvoirs dans la cité et dans l'entreprise ?

Autant de domaines d'étude à approfondir dans de prochaines rencontres, dont Alain Obadia, président d'honneur de la Fondation Gabriel Péri, a esquissé en conclusion un programme possible. 🗳️

Denis Durand

L'enregistrement de la journée sera prochainement disponible sur le site de la Fondation Gabriel Péri (<https://gabrielperi.fr/seance/60-ans-de-crise-du-capitalisme/>) et *Économie&Politique* (<https://www.economie-et-politique.org/>) rendra compte de ces échanges.

Campagne services publics / Industrie

Compte rendu de la visite du député Edouard Bénard

À l'invitation de la fédération PCF de l'Orne, le député communiste de Seine-Maritime Edouard Bénard est venu à la rencontre des Ornais pour écouter leurs préoccupations et échanger avec eux face aux fermetures d'entreprises et à la disparition des services publics dans leur département. En effet, au cours des dernières années, l'Orne est frappée par les licenciements et les fermetures d'entreprises, principalement dans le secteur automobile avec de graves conséquences sur le plan social et humain. La présence du député de Seine-Maritime dans ce département sinistré s'inscrivait dans le cadre de la campagne du PCF pour préserver l'industrie et des services publics.

Le matin, accompagné par les camarades de l'Orne, Edouard est allé rencontrer l'équipe de l'École de production GM2A à Argentan et visiter ce garage école labellisé par l'Éducation nationale et financé par l'État et du mécénat privé, qui accompagne des élèves déscolarisés par le biais du support garage afin de leur donner une chance d'intégrer ensuite le monde du travail grâce à un CAP mécanicien automobile.

Sur l'heure du midi, lors de la conférence de presse, le député a exprimé sa préoccupation sur l'impact des fermetures d'entreprises dans l'Orne et la fuite des compétences et des savoir-faire des salariés au bénéfice d'entreprises étrangères. Il a mis l'accent sur l'importance pour la France de retrouver sa souveraineté nationale et de sauvegarder son tissu industriel. Par ailleurs, un projet de loi sera porté par les députés communistes à l'Assemblée nationale pour interdire les licenciements boursiers.

De son côté, Interrogé sur la question des prochaines municipales, le Secrétaire fédéral du PCF61, Nicolas Ledentu, en a profité pour appeler à un réveil de toute la gauche à se rassembler dans l'Orne pour faire barrage au Rassemblement national aussi bien dans les villes que les petits villages.

En après-midi, à l'UL CGT de l'Aigle, Edouard s'est entretenu

avec deux représentants CGT de la société NOMEL spécialisée dans la métallurgie. Malgré une reconnaissance mondiale pour son excellence de fabrication l'entreprise connaît des plans de licenciements, toutefois sans délocalisation à ce jour. Les deux salariés ont fait part de leur inquiétude quant aux choix de gestion de leur entreprise et à la diminution progressive du nombre de salariés. Plus largement ce sont toutes les TPE et PME accessoiristes dans l'automobile dans l'Orne qui sont menacées de fermeture ou de délocalisation.

Par la suite, c'est avec des représentants CGT de l'hôpital de l'Aigle que le député a échangé sur la situation de l'hôpital. Le secrétaire syndical et ses collègues luttent contre les tentatives récurrentes de l'ARS et du GHT pour fermer des services, et ils s'inquiètent du projet immobilier de l'hôpital qui entrainera une baisse du nombre de lits, particulièrement en maternité-obstétrique-gynécologie avec les risques de mortalité qui en découlent. Edouard partage leur inquiétude d'autant que la France est passée au 23^e rang sur 27 en termes de mortalité infantile en Europe.

Ont aussi été abordées la question de l'accès aux Urgences et la fermeture en 2023 de 24 lits et 14 postes supprimés dans l'EHPAD du Moulinois à Moulins-la-Marche malgré un projet de la CGT pour maintenir la structure. Projet qui s'est heurté au refus des élus de l'Orne.

La question de la mobilité intra-départementale a aussi été évoquée, l'Orne ayant de nombreuses gares fermées et peu de transport urbain entre les différents villages du département, ce qui limite le déplacement de la population pour une recherche d'emploi ou pour accéder à des services de santé parfois éloignés de leur domicile.

Les représentants CGT de l'hôpital demandent à Edouard de citer le cas de l'Aigle à l'Assemblée nationale sur ces questions, ce qu'il accepte.

La journée n'était pas finie pour le jeune député qui a parti-



cipé à une réunion publique à Argentan, sous forme de table ronde avec la secrétaire départementale de l'UD CGT, Isabelle Ledoux, sur les thèmes de la campagne du Parti « Produire et Protéger ». Une cinquantaine de participant-e-s étaient présent-e-s et ont pu intervenir dans le débat. C'était l'occasion de résumer les échanges de la journée sur les réalités auxquelles est confrontée la population ornaise et d'insister sur l'importance d'investir dans la formation pour faciliter la réindustrialisation, de bloquer la cession des brevets à des entreprises étrangères, et pour la France de retrouver sa souveraineté nationale tant dans le domaine de l'industrie que du maintien des services publics.

À la fin des échanges, Edouard a annoncé que lors de sa niche parlementaire du 5 juin à l'Assemblée nationale, il déposerait un projet de loi pour que les allocations familiales soient données aux familles dès le premier enfant.

La journée s'est terminée autour d'un repas fraternel où une quarantaine de camarades ont pu s'entretenir avec le député à bâtons rompus.✳

Nicolas Ledentu
secrétaire départemental

Commission énergie

L'activité de la commission Énergie est dense. Ouverte à tous, elle regroupe les camarades intéressés par les enjeux énergétiques. Elle est composée d'une vingtaine de camarades issus pour certains des industries électrique et gazière, pour d'autres du Commissariat à l'énergie atomique, de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, de l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection...mais également de camarades qui ne sont pas issus du secteur de l'énergie.

Nous avons organisé des auditions comme celle de France Hydrogène, France Gaz renouvelable. Nous sollicitons quand cela est possible nos parlementaires ; nous l'avons fait lors de la fusion ASN/IRSN. Et continuons à entretenir des relations avec nos camarades portugais, espagnols et belges sur le marché européen de l'énergie avec lesquels nous avons écrit un texte commun repris dans la 1^{re} lettre énergie.

Les débats au sein de la commission sont souvent très passionnés. Nous

avons pris l'initiative de créer une Lettre énergie bimensuelle en direction des communistes pour que les travaux de la commission ne restent pas « confidentiels » et inciter les camarades à nous rejoindre. Plus le débat politique autour de l'énergie sera partagé par le plus grand nombre, plus le combat pour un service public de l'énergie du 21^e siècle sera mené. ✪

Valérie Gonçalves
membre du CN

COMMISSION ÉNERGIE
PCF
LA LETTRE D'INFORMATION #1

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE)
La commission nationale Énergie a travaillé à un cahier d'acteur dans le cadre du débat public sur la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE).

Extrait : « L'énergie est un bien de première nécessité au cœur du développement de l'humanité. Mais nous savons aujourd'hui que la production d'énergie carbonnée est à la base d'un dérèglement climatique lourd de dangers. Notre objectif doit être de s'affranchir à terme des combustibles fossiles, tout en répondant aux besoins individuels et industriels, en assurant l'indépendance énergétique du pays, en maîtrisant les coûts, en respectant l'environnement et en réduisant les risques.

Il faut sortir complètement de l'utilisation du charbon, pétrole, et remplacer le gaz « naturel » par du gaz « vert » tout en réduisant notre consommation de gaz, et réindustrialiser fortement le pays d'ici 2030 afin de réduire notre empreinte carbone. Nous proposons d'y parvenir par une production massive d'électricité grâce à un mix décarboné allant nucléaire et renouvelables à un niveau inédit et indispensable pour réussir la transition énergétique. Nous évoluons la consommation d'électricité à 695 TWh en 2035 et 970 TWh en 2050. »

► VOIR LE CAHIER D'ACTEUR DU PCF

DU CÔTÉ DE L'EUROPE

La réforme du marché de l'électricité adoptée le 11 avril 2024 par le Parlement européen avait comme objectif affiché de protéger les consommateurs contre la volatilité des prix en promouvant les contrats de long terme. Elle encourage l'utilisation de CFD pour les investissements publics pour les installations existantes. Et pour les nouveaux investissements ENR ou nucléaire, le CFD (ou un régime équivalent avec les mêmes effets, est rendu obligatoire).

Cette réforme n'a en rien réglé le prix de gros de l'électricité qui reste adossé aux énergies fossiles, le système du Merit Order. D'après RTE, le prix de l'électricité sera dépendant du marché à hauteur de 75 % du temps encore en 2035.

Quant au plan d'action pour une énergie abordable présenté en février 2025, la Commission espère dégager 260 milliards d'€ d'économies par an en 2040, soit 1,2 % du PIB européen (45 milliards en 2025 et 130 milliards par an à l'horizon 2050). La Commission veut aller plus loin dans la concertation et l'intégration de son plan REPowerEU le marché européen de l'électricité et le paquet Fit For 55. Elle souhaite accompagner ces transformations par un paquet européen réseaux (sides) d'un montant de 1,5 milliards). Avec ses différentes propositions, elle dit vouloir baisser la facture de 40 à 43 milliards d'€ en à l'horizon 2030.

Les principales mesures du plan d'action pour une énergie abordable, qui sont plus des recommandations, ont été présentées pas du tout en cause les fondamentaux du marché.

► VOIR LA NOTE COMPLÈTE DE LA COMMISSION NATIONALE ÉNERGIE



Vétérans / Yvelines

Une cinquantaine de personnes étaient présentes à Trappes, samedi 17 mai, autour de l'ancien sénateur communiste Éric Bocquet - et de son livre *La dette à perpète ?* - pour dénoncer l'exploitation politicienne et culpabilisatrice du montant de « la dette publique » et pour identifier les véritables responsabilités de sa détérioration continue.

En proposant des explications pour d'autres choix politiques et des pistes d'action : - Ne plus dépendre du discours démagogique ambiant entretenu par les profiteurs de la dette ; - Aboutir à une nouvelle approche, plus juste socialement, des finances publiques. ✪

Le bureau de l'Amicale des Vétérans des Yvelines

Ambroise Croizat un humanisme en héritage

« **A**mbroise Croizat, justice sociale et humanisme en héritage »*, tel est le titre de cet ouvrage écrit par le journaliste Emmanuel Defouloy, consacré au ministre communiste du Travail qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, fut le ferment de la mise en œuvre de la « Sécu » créée en quelques mois par la loi entre 1945 et 1946.

Cette importante biographie du « ministre des Travailleurs » paraît à point nommé à l'occasion du 80^e anniversaire de la « Sécu ». Un ouvrage auquel a contribué Pierre Caillaud-Croizat, le petit fils du ministre, pour nous permettre de partager cet « héritage qui nous est commun » et mettre en valeur ces conquêtes sociales qui subsistent aujourd'hui en dépit des politiques néo libérales qui n'ont eu de cesse de les saper, notamment avec les réformes des retraites initiées par Emmanuel Macron, malgré une forte contestation unitaire.

La création de la Sécurité sociale, montre le livre, n'a été possible dans l'immédiate après-guerre que grâce à « un immense travail collectif et des décennies de conquêtes sociales ». Et surtout par la volonté du « ministre-syndicaliste » qu'est le savoyard Ambroise Croizat (1901-1951) d'imprimer sa marque. « Croizat va mettre tout son poids de ministre communiste. Et plus encore de dirigeant cégétiste. Toute son âme de syndicaliste. Tout son passé d'ouvrier », souligne l'auteur, rappelant le poids décisif dans cette bataille de la CGT qui comptait alors 5 millions de syndiqués et l'apport d'un haut fonctionnaire « visionnaire », Pierre Laroque.

L'*Humanité* du 3 mai 1946 salue ainsi le travail du ministre : « l'application de la loi Croizat placera la



France au premier rang dans le domaine de la sécurité sociale » !

Rien pourtant ne prédestinait Croizat à devenir l'un des cinq ministres communistes au sein du gouvernement du général de Gaulle au lendemain de la Seconde Guerre et à accomplir une telle œuvre. En effet, le jeune Ambroise était ouvrier métallo après avoir quitté l'école à 13 ans. Très vite il se syndique à la CGT des Métaux et adhère au PCF après le congrès de Tours (1920). En 1928, il est secrétaire fédéral des Métaux de la CGTU. Parallèlement à son activité syndicale, il est élu député PCF du 14^e arrondissement de Paris. Mais après la signature du « Pacte de non-agression » entre l'Allemagne nazie et l'URSS, le gouvernement d'Édouard Daladier trouve l'occasion d'« engager une répression anti-

LES RENCONTRES PROGRESSISTES

Jeudi 5 juin 19 h : Agriculture et écologie : comment réussir un mariage vital ?
En visio uniquement : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr>

Toutes les infos sur les débats du cycle :
<https://revue-progressistes.org/2025/01/13/empreintes2050-un-plan-climat-en-debats/>.

Toutes les vidéos des débats sont disponibles sur le site. Ces rencontres sont ouvertes à toutes et tous.

communiste liberticide » contre le PCF et ses élus, comme l'écrit Croizat. Il sera arrêté le 9 octobre 1939 et croupira 3 ans et quatre mois en prison.

À la Libération, comme ministre communiste du Travail, il se consacre à « débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain (...) et les mettre légalement et pratiquement à l'abri des risques maladie, invalidité, vieillesse, etc. ».

À 50 ans, le 11 février 1951, épuisé par la maladie, il décède. Lors de ses obsèques « tout un peuple a conduit au tombeau Ambroise Croizat », titre *l'Humanité* du 19 février.

Et pourtant, pendant plusieurs décennies, le nom de Croizat sera ignoré voire oublié. Mais comme le relève l'auteur, aujourd'hui le nom du « Ministre des Travailleurs » revient en force à l'occasion des puissantes manifestations contre la réforme des retraites appelant de leurs vœux au retour de Croizat. Hommage de Pierre Caillaud-Croizat à son grand-père dans un discours le 7 octobre 2022 à Châteaubriant : pour lui, la Sécu restera comme un des « pôles de résistance » à la tutelle écrasante du capitalisme mondial. 🌟

Patrick Kamenka

* *Ambroise Croizat, justice sociale et humanisme en héritage, la Sécu a 80 ans*, par Emmanuel Defouloy. Éditions Geai Bleu. 12 euros.

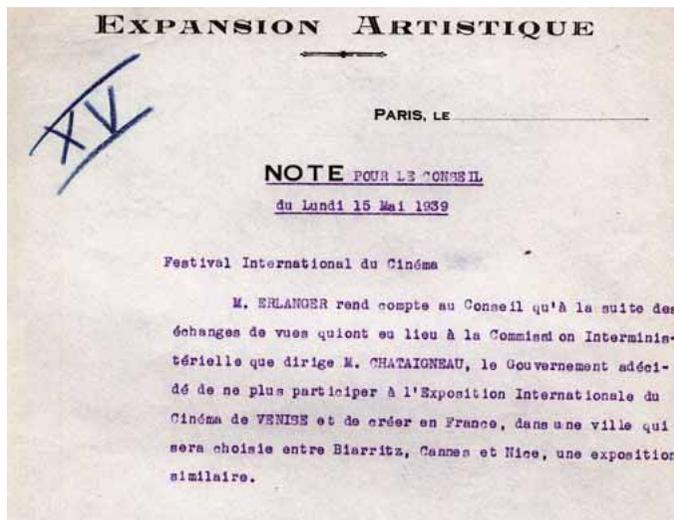
Les racines ouvrières du Festival de Cannes (1/2)

Le Festival de Cannes, dont l'édition 2025 vient de s'achever, célébrera l'an prochain son 80^e anniversaire. Marché du film qui brasse des enjeux considérables, il est surtout la plus belle vitrine de la création cinématographique mondiale. Connecté aux préoccupations socio-politiques, il a dès l'origine été la chambre d'écho des préoccupations du moment. Sans revenir trop longuement sur ces quatre-vingts ans d'histoire, on a tous en mémoire quelques péripéties qui l'ont illustré, comme la fameuse édition de 1968, qui s'auto-supprima, l'irruption de la bataille des intermittents en 2004, la mobilisation des Sans-Papiers en 1997, la mémorable intervention de Justine Triet en 2023... Et cette année, Gaza.

Le Festival de Cannes est né une première fois en 1939.

L'idée est née de la volonté politique du gouvernement de l'époque de répliquer à la Mostra de Venise. Le diplomate Philippe Erlanger, qui lança l'idée, y constate la mainmise de plus en plus voyante du régime fasciste sur le Festival, aggravée avec le resserrement des liens de l'Italie de Mussolini avec l'Allemagne nazie. C'est ainsi que *Les dieux du stade* de Leni Riefensthal se vit attribuer le Grand Prix 1938 sur intervention directe d'Hitler. Les Français sont atterrés, et Jean Zay, un des derniers progressistes au sein du gouvernement de Front populaire, décide de créer un « Festival des démocraties du monde », un festival antifasciste à la gloire du cinéma et de la paix. La première édition devait commencer le 1^{er} septembre 1939. Ce fut le jour d'entrée des troupes nazies en Pologne. Elle n'eut donc pas lieu.

La première édition effective a lieu en 1946, dans le contexte de la Libération. La France est à reconstruire, les ministres communistes sont au gouvernement. De grandes réformes sont engagées.



Ambroise Croizat met en place le régime général de Sécurité sociale, les nationalisations et le statut de la fonction publique s'engagent. La mobilisation populaire est là, mais les caisses sont vides. C'est grâce à l'obstination du maire de Cannes de l'époque Roger Picaud et de la profession représentée par la CGT, en la personne de Louis Daquin, responsable national du syndicat des techniciens de la production cinématographique, que l'alchimie fonctionne.

Le Festival rencontre d'emblée un grand succès populaire, mais aussi auprès de la critique et à l'international. Le Grand Prix (qui n'est pas encore la Palme d'Or) est décerné à *La Bataille du rail* de René Clément, film produit par la Coopérative générale du cinéma français, créée par la CGT avec de nombreux militants communistes, à la gloire de la Résistance et de la victoire des Alliés, comme d'ailleurs de nombreux films de la sélection. Ce premier Festival du film est véritablement une grande fête civique et cinématographique.



Mais pour exister, dans les conditions de l'époque, il a fallu toute la mobilisation de la population cannoise. En moins de quatre mois, il a fallu tout inventer, à commencer par le premier lieu de projection, dans les conditions particulièrement difficiles de l'après-guerre. Dès 1946, la CGT est un acteur clé du Festival. Cofondatrice de l'événement, elle participe à son conseil d'administration et ce jusqu'à nos jours. Les syndicats mobilisent ouvriers et techniciens pour construire le premier Palais des Festivals, souvent bénévolement après leurs journées de travail, en moins de quatre mois. Il était toutefois inachevé le jour de l'ouverture, mais les projections se déroulèrent sans encombre. 🇨🇵

Jean-Jacques Barey

PS : Cet article doit beaucoup au travail exemplaire de l'historien Tanguy Perron sur le sujet, qu'on retrouvera notamment ici :

- Tanguy Perron : *Tapis rouge et lutte des classes, une autre histoire du Festival de Cannes* (Éditions de l'Atelier, 2024).

- Un podcast de la CGT (30 minutes)

ArcelorMittal : Pas de recherche sans production, pas de production sans recherche

Le 13 mai, Emmanuel Macron a été interrogé par la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, sur l'urgence de nationaliser Arcelor. Le Président a balayé d'un revers de manche cette possibilité, mais a promis de « sauver » les sites de production, ce qui n'a bien évidemment pas rassuré les salariés qui ont encore en tête l'échec de l'usine Whirlpool d'Amiens. Dans un entretien qui a mêlé autosatisfaction et impuissance, le chef de l'État a une nouvelle fois préféré les incantations libérales aux actes, démontrant son incapacité structurelle à rompre avec les intérêts du capital financier.

ArcelorMittal n'est pas le seul touché par la vague désindustrialisation qui secoue la France, depuis le début de l'année les exemples se multiplient et la peur pour les salariés grandit. Aucune perspective à long terme ne se dévoile : 1,2 milliard d'euros supprimés en 2025 dans le budget de l'ESR, des centaines de postes d'enseignant-es-chercheur-ses non pourvus et des centaines de filières en IUT menacées de fermeture. Voici le triste bilan d'une politique qui préfère la « rentabilité » à la souveraineté industrielle.



Pendant ce temps, des milliers de jeunes diplômé-es, faute de débouchés dans une industrie française en lambeaux, sont contraint-es à l'exode ou à la reconversion. La fuite des cerveaux s'accélère, tandis que les entreprises étrangères recrutent celles et ceux que la France refuse de former correctement. Plus que jamais le pays a besoin d'un plan d'urgence de réindustrialisation. Face au réchauffement climatique, il faut un investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche, pour former plus,

mieux et à visée décarbonée et émancipatrice. En ce sens, l'Union des étudiantes et étudiants communistes défend une recherche ancrée dans les réalités sociales, exigeant la création d'emplois stables et socialement utiles, la restructuration des filières industrielles et scientifiques, et une planification démocratique des formations et de l'industrie, alignée sur les nécessités écologiques, économiques et collectives de la nation. ✪

Camille Mongin
secrétaire nationale
de l'UEC



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Les enjeux de la conférence PCF-OLP du 4 juin



Dans la lignée de l'appel PCF-OLP publié le 29 novembre dernier à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, les deux organisations travaillent à la préparation d'une conférence pour les droits nationaux du peuple palestinien qui aura lieu le 4 juin prochain. La date est douloureusement symbolique : il s'agit de l'anniversaire de la veille du déclenchement de la guerre des Six Jours par le gouvernement israélien qui, en 1967, occupait illégalement Jérusalem-Est, la Cisjordanie, Gaza (auxquels s'ajoutait le Sinaï, occupé jusqu'en 1982).

La défense des droits nationaux du peuple palestinien est absolument cruciale et urgente face à la visée génocidaire dont il est victime, alors que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité sont massifs et systématiques à Gaza. De plus, n'oublions pas la politique d'épuration ethnique et les violences systématiques de l'armée et des colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. La faillite politique et morale des États occidentaux, qui commencent seulement à réagir, mollement, est béante. Les appels à mettre fin à ces crimes et à ces massacres de masse se multiplient en France comme à l'échelle internationale. On peut citer, parmi tant d'autres, celle d'Ayman Odeh, du Hadash, qui fut expulsé de la tribune de la Knesset le 21 mai dernier pour s'être écrié : « C'est unique-



ment une guerre contre un peuple innocent, un massacre ». 1,9 million de personnes sont sans eau, sans électricité, sans chauffage, confrontés à la famine ou à la malnutrition, et subissent des ordres incessants d'évacuation. La place de Netanyahu est bien devant la CPI. Il y a urgence d'un cessez-

le-feu immédiat.

Dans ce contexte, l'objectif de la conférence est triple.

Le premier est d'agir en solidarité avec l'Organisation de libération de la Palestine, qui a proclamé dès 1988 l'État de Palestine, pour l'application des

droits nationaux du peuple palestinien et pour la reconnaissance de l'État de Palestine dans le cadre de la solution à deux États. 148 États ont reconnu la Palestine, c'est-à-dire une écrasante majorité de la communauté internationale. Ni la France, ni l'UE n'ont franchi ce pas. Quel discrédit international, alors même que plusieurs États européens l'ont fait l'année dernière, comme l'Espagne, la Norvège, l'Irlande et la Slovénie ! La reconnaissance de l'État de Palestine a été demandée par ailleurs par plusieurs motions parlementaires en France, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat. Cela permettrait de donner aux Palestiniens, dans les frontières de 1967, un État, et donc de se placer à égalité avec les Israéliens. C'est une condition pour une paix juste et durable entre les deux peuples. La conférence se déroulera quelques jours avant celle organisée par la France et l'Arabie saoudite. Faisons pression sur le gouvernement français pour qu'il sorte du ministère de la parole en reconnaissant concrètement et immédiatement l'État de Palestine. Pour porter cette exigence, la conférence du 4 juin réunira un certain nombre d'ambassadeurs, de représentants politiques français et européens, ainsi que des militants des droits humains et des responsables syndicaux. L'OLP sera représentée par une délégation de membres de son comité exécutif. Par ailleurs, il s'agit d'affirmer notre solidarité agissante avec le mouvement national palestinien, confronté à une triple menace : le gouvernement israélien d'extrême droite, mais aussi certains gouvernements de la région et par l'islamisme, entre autres, du Hamas. La perspective d'un État de Palestine laïc et démocratique, indépendant et souverain, dans les frontières de 1967, est indisso-



ciable de la lutte pour les droits nationaux du peuple palestinien. C'est ce qu'a toujours porté le PCF. Enfin, il s'agit de reconstruire un mouvement large de solidarité avec la Palestine, fondé sur l'application du droit international et sur la paix entre Palestiniens et Israéliens, capable d'influer concrètement sur les rapports de force sociaux et politiques dans notre pays et d'initier des mobilisations larges. La tragédie de Gaza et du peuple palestinien montre qu'il y a urgence ! ✪

Vincent Boulet

responsable du secteur International

La légende SKF* Lutte, emploi, industrie

SKF-Ivry, c'était une usine de pointe dans le roulement à billes, 600 salariés, un syndicat CGT très majoritaire, un entourage populaire et communiste fort.

1983 : les actionnaires suédois décident de sa fermeture ; l'inspection du travail approuve ; le ministre de l'Industrie (Fabius) aussi. Les salariés occupent alors l'entreprise ; ils multiplient les propositions alternatives, ainsi que les initiatives (voyage en Suède, manifs, colloques, etc.). Durant près de 3 ans, une sorte de « communauté » ouvrière s'installe dans et autour de l'usine.

1985 : les CRS envahissent l'entreprise ; les salariés prennent cela pour un affront et « reprennent » les bâtiments : ils tiennent les lieux une matinée entière.

SKF-Ivry, c'est tout à la fois l'histoire d'une dignité ouvrière, d'une formidable bataille contre la désindustrialisation, celle d'un puissant mouvement de solidarité aussi et celle enfin de la gauche au tournant de la rigueur.

*14 euros, éditions du Petit Pavé, boîte postale 17, 49320, Brissac-Quincé, 0241546021
contact@petitpave.fr



2, place du Colonel-Fabien -Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION :
Igor Zamichiei (directeur),
Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina
Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA